Langue nationale ou daridja ?

Par Dr A. Aït Yala

Le ministère de l'Education nationale a organisé une rencontre nationale ayant pour but l'évaluation de notre système éducatif.

Les spécialistes ayant participé à cette conférence sont arrivés à plusieurs recommandations : parmi elles l'utilisation de la langue maternelle durant les deux premières années de l'école (en d'autres termes enseigner avec la langue maternelle). La mesure préconisée est clairement pédagogique et un débat constructif autour de cette question par des personnes qualifiées aurait été, sans doute, utile. Malheureusement, comme c'est souvent le cas chez nous, il n'en fut rien. Au contraire, on assista à un déferlement de réactions épidermiques, sans fondement objectif et franchement hostiles à la démarche ministérielle.

Les attaques les plus virulentes proviennent des islamo-baathistes qui dénoncent une attaque de la langue arabe et de l'islam. Ce n'est pas la première fois que cette mouvance s'en prend à la ministre en charge du département. Il est évident que l'utilisation d'une langue maternelle dans les enseignements ne peut en aucun cas nuire ni à la langue arabe et encore moins à l'islam. Le combat est donc ailleurs ; il s'agit de défendre des acquis.

Il y a eu d'autres réactions parmi lesquelles j'ai noté celle d'un parti nouvellement créé qui considère que cette question est secondaire et qu'il y aurait d'autres priorités. Ainsi le devenir de l'école algérienne (donc de l'Algérie) ne mérite pas d'être débattu. De même, un journaliste que je reprends (sans le nommer) pose la question du pourquoi enseigner un parler… puisqu'il est déjà parlé. Le raisonnement ne tient pas la route. Selon cette logique, pourquoi le français, l'anglais etc. sont-ils enseignés dans leurs pays respectifs puisqu'ils y sont parlés ? A propos, ce «parler» était enseigné au lycée Laperrine de Sidi Bel Abbès avant l'indépendance. On y apprenait que le mot «table» était traduit par «elmaïda» et non «tabla» !

Il y a lieu de noter que dans ces critiques la référence «langue maternelle» a été remplacée par le «parler» ou «la daridja». Ce qui dénote une démarche délibérée réductrice du patrimoine linguistique algérien. Je sais que je m'avance sur un terrain miné, n'étant pas un spécialiste du sujet, mais il me semble que cette polémique a débordé sur un problème de fond qu'il est impératif de traiter avec sérénité et de manière constructive (s'il n'est pas déjà trop tard).

En fait, ce débat n'est pas nouveau, mais il a été traité de manière superficielle et peu convaincante à mon avis. Ainsi Addi Lahouari a posé la question de la situation linguistique du pays et fit référence aux travaux de Khaoula Taleb Ibrahimi comme *Les Algériens et leur(s) langue(s). Eléments pour une approche sociolinguistique de la société algérienne*, aux éditions Al Hikma, Alger, 1997. Il reprit cet auteur pour affirmer qu'il y a au moins quatre langues dans le champ linguistique en Algérie : l'arabe scriptural du Coran, l'arabe moderne issu de la nahda et adopté par le nationalisme arabe, l'arabe dialectal, et le berbère parlé dans les régions montagneuses.

Ces assertions sont discutables et pour le moins surprenantes :

- l'arabe scriptural du Coran n'est pas parlé mais récité comme c'est le cas dans beaucoup de pays musulmans ;
- l'arabe classique est surtout utilisé dans l'administration, les écoles… et la télévision (il faut voir les présentateurs des émissions sportives en particulier du football !) ;
- la notion d'arabe dialectal pose un sérieux problème. Encore une fois, je précise que je ne suis ni linguiste ni littéraire mais il me semble qu'il y a une contradiction flagrante : on ne peut pas parler une langue et son dialecte. Il se peut qu'avant de devenir langue, l'arabe ait existé en tant que dialecte. Il ne peut donc être retrouvé en Algérie mais dans quelques contrées en péninsule arabique. En vérité cette notion d'arabe dialectal est une création sournoise et à desseins du colonialisme. En effet, il n'a rien à voir avec la structure linguistique de l'arabe et cela les «orientalistes» français le savaient très bien. La démarche pernicieuse de division était lancée de même que la réduction de l'identité nationale. Il en est de même avec cette idée que l'Algérie a toujours été un couloir (comprendre un «no man land»).

Un couloir vers où ? Pour aller au Sahara ? Vers l'océan Atlantique ? Allons donc ! Nous avons subi les mêmes invasions que le reste de l'Afrique du Nord et en gros, seule la partie côtière était concernée. Les Vandales ont traversé toute l'Europe avant d'arriver jusqu'à nous. Par ailleurs, des études génétiques récentes montrent que nous sommes l'un des peuples les mieux préservés. (Ce qui n'est pas nécessairement un plus pour ce qui est de la sélection naturelle), quant au berbère, je regrette mais il n'est pas parlé uniquement dans les montagnes et la volonté de le marginaliser géographiquement et en le plaçant à côté de trois langues arabes est manifeste.

Curieusement, dans une contribution parue au journal *Le Soir* du 12 août 2015, A. Koroghli reprend la même approche. Ainsi, selon lui, le peuple aurait tranché et parlerait l'arabe (littéraire et dialectal) et le berbère (le kabyle, le chaoui, le m'zabi et le targui). Un arabe dialectal uniforme serait parlé dans toute l'Algérie en face d'un berbère clairsemé.

Il me semble que la façon d'aborder le problème linguistique dans notre pays est complètement erronée car elle est basée sur une approche de division. Il est faux et dangereux d'affirmer qu'il y a d'un côté des arabophones et de l'autre des berbérophones. Les évènements de Ghardaïa nous interpellent : en Algérie, il y a des algérophones. La langue algérienne est née principalement de la langue amazighe (la matrice) et de l'arabe. Tout comme le français est issu du gaulois et du latin. Il en ait ainsi pour toutes les langues. Le pourcentage des mots arabes varie selon les régions. Il va de soi qu'il est faible dans les régions difficiles d'accès. Maintenant, chaque région d'Algérie a ses particularités. Cela est normal ; le parisien est différent du marseillais, le californien diffère du texan… et l'oranais du constantinois. La langue algérienne est le produit de notre histoire et on doit assumer fièrement cet héritage. Elle peut être (avec le territoire) le ciment de notre nation. Elle ne peut pas et ne doit pas être réduite au statut de daridja. Elle a ses poètes et ses artistes. Il nous appartient de la développer, de l'enrichir et l'unifier. En y renonçant nous nous sommes dé-culturisés et cela a des conséquences désastreuses ; aujourd'hui l'Algérien est incapable de s'exprimer dans une langue.

En fait notre langue est le reflet de nous-mêmes : un pays immense sans ambition et incertain.

A. A.-Y.

Education nationale : entre enjeux politiques et incertitudes

Par Abdelhamid Zekiri, universitaire

Depuis quelques semaines, le sujet qui a éclipsé toutes les turbulences sociales, économiques et sécuritaires est évidemment la réforme préconisée par le ministère de l'Education.

De nombreuses voix se sont élevées contre une ministre qui n'a pas eu le temps de savourer un instant son nouveau poste pour faire l'objet de multiples critiques le plus souvent subjectives, allant de ses origines qui, soit dit en passant, sont des plus nobles, son père ayant été à la tête de la Mosquée de Paris quand ceux qui se targuent d'être plus Algériens que les autres n'existaient pas, jusqu'aux procédures suggérées et non encore appliquées, mettant ainsi un blocage à une tentative salvatrice.

Mme Benghebrit, une ministre d'un gouvernement algérien, donc bien de chez nous, est soucieuse d'apporter son savoir, son expérience et surtout sa vision prospective, une vision qui a échappé à bon nombre de ministres qui se sont succédé et qui ont tour à tour asséné un coup fatal à ce secteur vital.

L'adage dit : «Il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut rien entendre et il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut rien voir.»

Rappelons-nous qu'en 1975, lors de l'introduction de l'école fondamentale, un modèle fut pris sur celui pratiqué en ex-République démocratique allemande (RDA), un programme paraît-il utilisé pour les déficients mentaux.

Le temps a prouvé que c'était vraiment un programme tronqué, et s'en est suivie une perte de temps considérable, associée à une chute du niveau scolaire dont les conséquences laisseront certainement des traces indélébiles.

Sinon, comment expliquer la réduction du cursus primaire ensuite celui du secondaire pour proposer un programme compact avec, en prime, un cartable alourdi par de nombreux livres dont le contenu comportait lui-même d'énormes lacunes auxquelles s'ajoutait la très mauvaise qualité d'impression. A l'arrivée, ce sont des milliers d'élèves dont l'avenir avait été hypothéqué et faute de statistiques exhaustives, on ne peut estimer le nombre réel des déperditions scolaires.

Durant cette même période, comme si nous étions atteints de troubles identitaires, nos responsables n'avaient pas trouvé mieux que de procéder à une arabisation tous azimuts.

Rappelons-nous les noms des villes qui avaient pris des formes ridicules tels Kacentina pour Constantine, Soukaikida pour Skikda ou encore quitaâ sahi pour secteur sanitaire ou mieux encore Addarak el watani pour Gendarmerie nationale. A ce chapitre, les exemples ne manquent pas et les linguistes avaient perdu leurs langues quand les langues avaient perdu leur sens.

Ce vent avait aussi touché le mouvement sportif national ainsi que les équipes qui avaient pour noms : CMC (Chabab mécanique de Constantine) CSC, JET (Jeunesse électronique de Tizi-Ouzou) JSK, EPS (Entente plastique Sétif) ESS.Comment qualifier cela ? Heureusement que le ridicule ne tue pas !L'arabisation immédiate sans transition avait créé un décalage et creusé un fossé entre les générations, entre les enseignants qui devaient à leur tour s'adapter aux nouvelles procédures, aux nouvelles méthodes, aux nouveaux concepts.

Des années durant, la machine mal huilée s'était heurtée à de multiples problèmes : régression chronique du niveau scolaire, chute considérable du taux de réussite très vite comblé par des décisions politiques qui prévoyaient d'avance le taux qui avoisine chaque année les 95% pour l'examen d'entrée en 6e appelé examen de fin de premier cycle, les 85% pour le BEF et enfin entre 70 et 75% pour le bac car il fallait bien remplir toutes les universités construites un peu partout, invalidation du diplôme algérien auprès des universités étrangères, le diplôme pour tous et le savoir à ceux qui peuvent !!!

Tous les ministres qui se sont succédé à l'exception de Mostefa Lacheraf qui avait tenté de sauver l'institution éducative, ont failli à leur mission. L'hécatombe est arrivée avec Benbouzid qui avait donné le coup de grâce au secteur, agonisant. L'arrivée de Mme Benghebrit, saluée par une élite mais huée par les nombreux syndicats qui ont excellé dans l'art du chantage, qui peuvent s'enorgueillir du triste record des grèves, syndicats dont le seul souci est de mettre la main sur le fonds très consistant des œuvres sociales, un fonds qui fait saliver bon nombre de vampires qui n'ont rien à cirer de l'avenir de plusieurs générations.

Le plus étonnant dans toute cette parodie, c'est le silence inquiétant, parfois complice des associations des parents d'élèves qui à ce jour semblent être hors circuit.

Pourtant, la Fédération des parents d'élèves est la plus concernée. Elle devrait être aussi l'élément-clé dans toutes discussions, négociations, propositions et décisions.

A ce jour, cette fédération fait de la figuration. Tout se joue à ses dépens, sous son nez et au détriment des élèves qu'elle est censée défendre et protéger, raison pour laquelle elle existe.

La fédération aurait pu et peut être un allié de taille au programme de la ministre, programme loin de toutes spéculations hasardeuses, programme comportant un mince espoir de réhabiliter un secteur malade, un secteur devenu un terrain d'investissement aux néo-politiciens qui en font un sujet à tailler sur mesure car incapable d'aborder ceux liés au terrorisme renaissant et à l'extrémisme, aux nouveaux enjeux économiques et à la situation sécuritaire à laquelle seule l'Armée nationale populaire fait face avec un lourd tribut que payent beaucoup de ses éléments.

Mme Benghebrit devrait compter sur chacun de nous à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire et sociale pour en faire une rentrée susceptible de relever d'autres défis qui attendent notre pays. Que les syndicats de tous bords accordent leurs violons sur une seule partition dont la symphonie se jouera en véritable accord.

A. Z.